

LA SOCIÉTÉ CIVILE BURUNDAISE S'ORGANISE ET PREND SES RESPONSABILITÉS POUR BÂTIR SON AVENIR

(Résumé d'une étude réalisée au cours de l'année 2004 par Mmes. Maribel Alcázar et M^a Magdalena Obrador, membres du Comité Exécutif de l'ONGD: cette étude est leur apport personnel au soutien et au développement du «Réseau pour la Reconstruction Intégrale du Burundi» .

«Voisins Sans Frontières» est composé en grande partie par des personnes des Îles Baléares (Espagne) qui se sont prises d'amitié pour le Burundi depuis le début de la crise déclanchée par l'assassinat du Président NDADAYE Melchior en octobre 1993)



Un moment de la création d'AGUBU à Bujumbura – Photo VSF

Le 26 juillet 2004 fut créé à Bujumbura (Burundi) le “**Réseau pour la Reconstruction Intégrale du Burundi**”, **AGUBU** en sigles, à l'initiative de l'ONG locale «**Abazimyamuriro Bazira Imbibe**» **ABI** en sigles et de ses partenaires espagnols «**Voisins Sans Frontières**» **VSF** en sigles et «**Collectif d'Éducation en droits de l'homme et de Prévention Active de Conflits**» **CEPAC** en sigles.

AGUBU est composé actuellement de presque 90 organisations de la société civile organisée, dont cinq sont

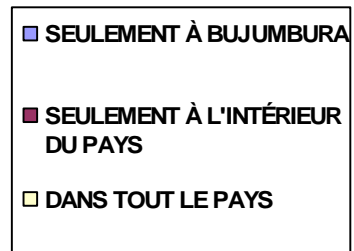
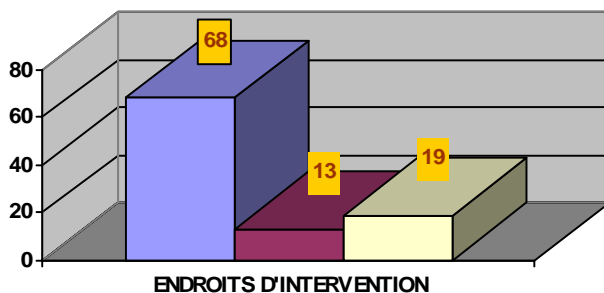
espagnoles (de la Communauté Autonome des Îles Baléares : VSF, CEPAC, Fondation Liorna, Medicus Mundi et Santa Maria Sans Frontières), deux suisses (Ubuntu Action et Interafrica), deux tanzaniennes (Neighbours Without Borders et Rafiki wa Mazingira), alors que les autres sont burundaises (Voir la liste ci-jointe des ONG membres d'AGUBU). Dans le cadre d'une bourse de coopération financée par la Direction Générale de Coopération des Îles Baléares, une étude de la plus grande partie des organisations adhérees à AGUBU a été faite durant le mois de juillet 2004. Elle a été réalisée sur la base d'interviews des destinataires lors d'observations sur terrain des interventions des organisations étudiées, sur la base d'interviews des responsables des dites organisations ainsi que sur les informations fournies par un questionnaire-type.

Les ONGs en train de créer AGUBU à Bujumbura –Photo VSF



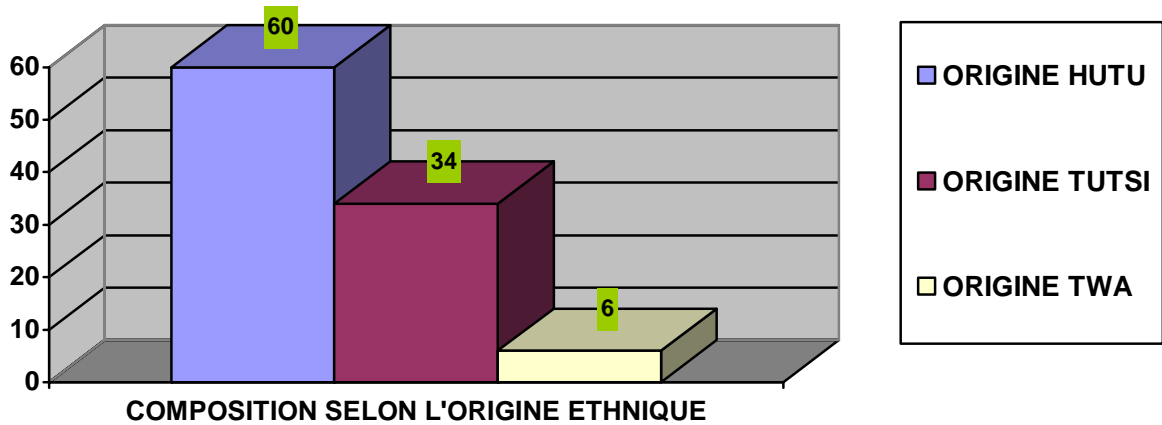
Maribel Alcázar est en train d'interviewer une ONG de femmes déplacées de Kanyosha- Photo VSF

Cette étude recueille les informations obtenues de soixante dix sept associations. 81% d'entre elles ont agrées entre 1997 et 2004 c.a.d. qu'elles ont moins de huit ans d'existence. Ce phénomène de création d'associations au Burundi est, en fait, très récent, au début phénomène urbain qui pénètre petit à petit à l'intérieur du pays. C'est ainsi que 68 % des associations enquêtées travaillent uniquement dans la capitale du pays, Bujumbura, alors que seulement 13 % le font uniquement à l'intérieur et que 19 % interviennent à la fois dans la capitale et à l'intérieur. En ce qui concerne l'implantation territoriale à Bujumbura, la plupart des organisations travaillent dans les quartiers nord (Kamenge, Kinama et Cibitoke) et sud (Kanyosha et Musaga). Il s'agit des quartiers les plus touchés par les tentatives de « balkanisation ».



Le nombre total d'associés aux différentes organisations enquêtées s'élève à **7.434**, avec une **moyenne de 63 membres par association**.

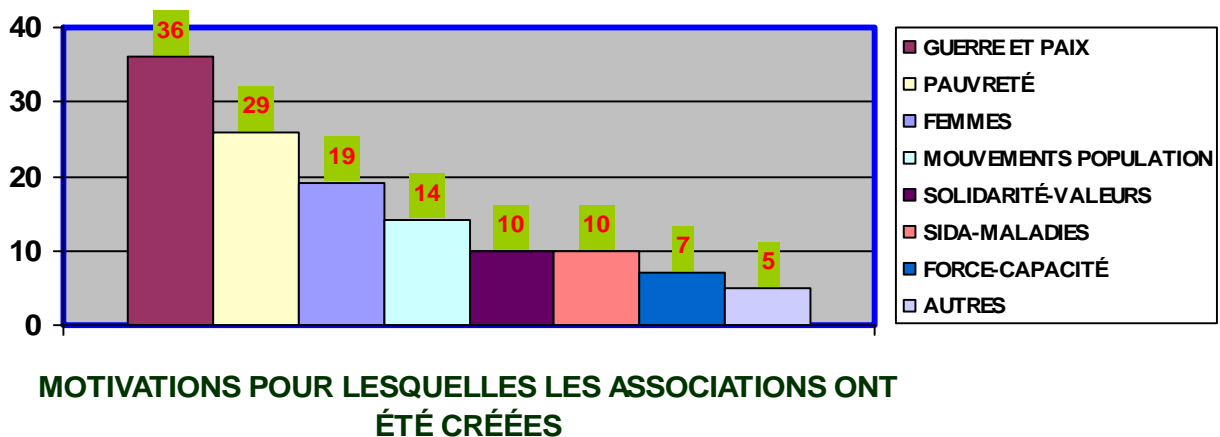
Quant à l'origine ethnique des membres des associations, le 60% sont d'origine hutu, le 34% d'origine tutsi et le 6% d'origine twa.



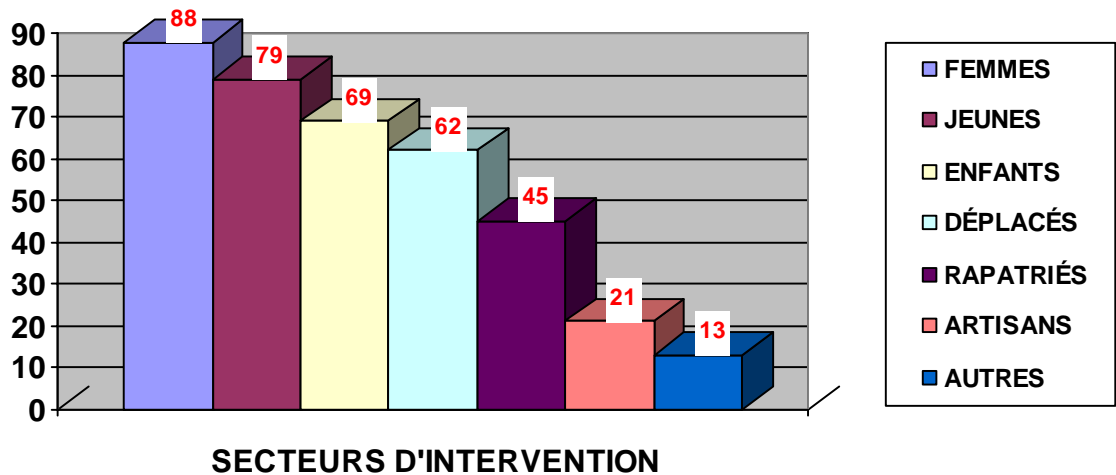
L'association **UNIPROBA** (UNIssons-nous pour la PROMotion des Batwa) est orientée clairement vers la promotion de pygmées, la totalité de ses membres étant batwa, les véritables exclus du pays jusqu'à ce jour. En outre, le pourcentage d'organisations comptant parmi leurs membres des twa s'élève à 63. Il est important de signaler que le fait que la plupart des membres d'une association spécifique soient d'une origine ethnique presque unique est déterminé par la composition majoritaire du quartier ou de la zone sur laquelle la dite organisation opère. Il faut toutefois tenir en compte que, dans le cadre d'AGUBU, toutes les associations membres ont des rapports périodiques entre elles et partagent des réflexions et des actions en commun sans aucun conditionnement à caractère ethnique.



Parmi les motifs pour lesquels ces organisations ont été créées, le 36 % l'ont été pour faire face aux conséquences de la guerre et parce qu'il apparaît comme fondamental de travailler pour la pacification depuis la société même. La deuxième motivation, choisie par le 29% des associations interrogées, est de faire face à la pauvreté. En troisième et quatrième place se trouvent la promotion et le soutien aux femmes (19 %) et le soutien aux déplacés et aux rapatriés, (14 %) s'agissant des deux des secteurs les plus vulnérables et les plus touchés par le conflit.



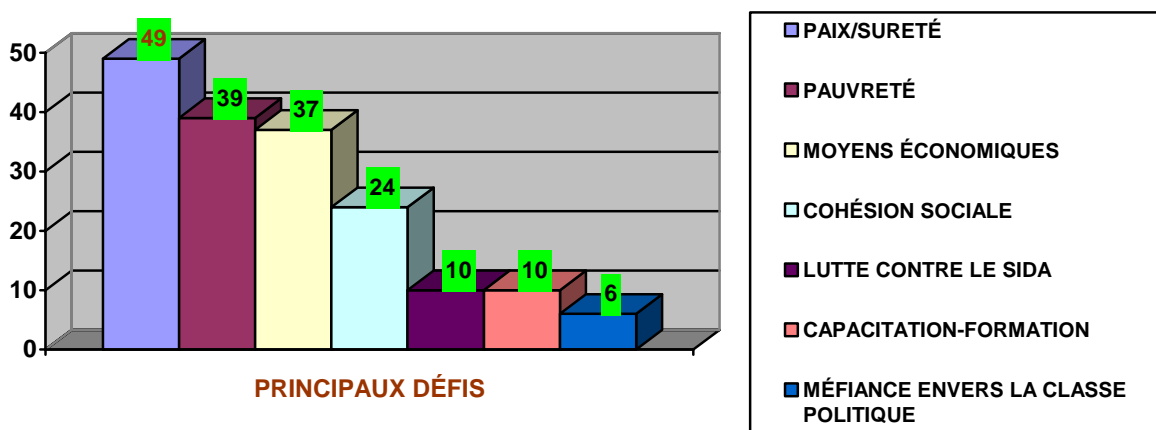
Parmi les secteurs de population auxquels s'adresse le travail des ces organisations il faut citer d'abord comme destinataires les femmes (88 %), suivis des jeunes et des enfants (79 % et 69 % respectivement). Quant aux secteurs d'intervention, apparaissent la création du tissu productif (75 % des associations interrogées), suivi d'un travail d'apport d'aide d'urgence (60 %), et du travail en droits de la personne humaine ainsi que dans le domaine de la santé (52 % des associations dans les deux domaines). Il faut préciser que les femmes ne sont pas seulement destinataires de l'aide, mais qu'elles deviennent également des leaders des associations et qu'elles participent directement à leur gestion. On peut ajouter que la grande majorité des dites associations ont été créées par des femmes et que la plupart de leurs membres sont des femmes qui participent activement aux activités afin de faire entendre leur voix et de faire connaître leur projet relatif au genre basé sur la cohabitation pacifique et sur un Burundi pour toutes et pour tous.



Concernant les ressources dont elles disposent, le 85 % des associations interrogées compte uniquement sur leurs ressources propres, tandis que seulement le 49 % déclare avoir reçu quelque fois des ressources procédant de l'extérieur et fournies en général par des institutions ou par des ONG internationales. Entre les ressources propres figurent les cotisations des membres (90 %) et les ressources obtenus grâce aux activités réalisées par les associations elles mêmes (43 %).

Concernant les principaux besoins identifiés par les associations interrogées, le 92 % parle de la nécessité de moyens matériels et financiers, tandis que seulement le 14 % identifie comme besoin principal l'aide d'urgence.

Concernant les défis, sont identifié comme tels surtout la consolidation de la paix et de la sécurité (49 %), et la lutte contre la pauvreté (39 %). Le 37 % identifie comme défi principal le fait de pouvoir obtenir des moyens financiers suffisants pour pouvoir continuer à progresser.



Lorsque est posée la question **sur les raisons de leur adhésion au Réseau AGUBU**, le 58 % des associations membres parle de la recherche de l'union et de la force pour pouvoir faire face à une tâche collective complexe et difficile, tandis que pour le 25 % le motif principal est la recherche de formation, de capacitation et d'ouverture à l'extérieur.

La plus part des pourcentages ont été faits par rapport au total des associations enquêtés qui s'élèvent à 77. Lors que la somme des pourcentages dans les graphiques dépasse comme total le 100%, cela veut dire que parmi les associations il y en a eu plusieurs qui ont choisi plus d'une réponse.

LISTE DES ONG QUI AVAIENT ADHÉRÉES À «AGUBU» LE 26-07-2004

1.- ONG BURUNDAISES: ABAZIMIYAMURIRO BAZIRA IMBIBE (ABI) / ASSOCIATION BURUNDAISE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES PRISONNIERS (ABDP) / SOLIDARITÉ, RENAISSANCE ET FRATERNITÉ (S.R.F.) / AMICALE-NYABIHANGA / AGRICULTEURS ET ELEVEURS DE MIVO (AGELMI) / TWISHAKIRA AMAHORO / TWIGARUKIRE MU GUSUBIZA HAMWE / ASSOCIATION JEUNES POUR LA RECONSTRUCTION DES ZONES DE CIBITOKÉ ET KINAMA (A.J.R.C.) / AMICALE POUR LA REINSERTION ET L'INTEGRATION DES JEUNES ABANDONNES (ARIJA) / UNISSONS NOUS POUR LA PROMOTION DES BATWA (UNIPROBA) / ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DU LEADERSHIP FEMININ (APROLEAF) / SOLIDARITE POUR AIDER LES SINISTRES BURUNDAIS (SASB) / ABAKENYEZI B'AMAHORO N'ITERAMBERE ZONE KINAMA (ABANIKI) / ASSOCIATION DES FEMMES CHEFS DE FAMILLE (AFCF) / TWESE HAMWE «MANI» / UGAPEF (réseau de 18 ONG toutes adhérees à AGUBU) / RASSEMBLEMENT DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DE ZONE KINAMA (RAGKI- réseau de 16 ONG toutes adhérees à AGUBU) / ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA DÉLINQUENCE ET LA PAUVRETÉ (A.L.D.P.) / ASSOCIATION DE MÉNUSIERS RAPATRIÉS DE GATUMBA / ASSOCIATION D'ENTRAIDE DES FEMMES DE GASENYI (AEFGA) / UNISSONS-NOUS A JAMAIS CONTRE LA PAUVRETE (U.J.C.P.) / ASSOCIATION D'ENTRAIDE POUR LE DEVELOPPEMENT (ASSED) / ASSOCIATION D'AGRI-ELEVAGE POUR LE DEVELOPPEMENT (AGRED) / TWIKENURE IMPFUUYI ZITWENGE / ASSOCIATION DE COMPASSION POUR ORPHELINS ET VEUVES (A.C.O.V.) / ASSOCIATION POUR LE REDRESSEMENT DES HANDICAPES AU BURUNDI (A.R.H.B.) / SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA (SOLISIDA) / GROUPE HUMANISTE AU BURUNDI (GHB) / ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE NKOMA (ADER- NKOMA) / ASSOCIATION DES GARNISSEURS DE BUYENZI (AGABU) / ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE (A.D.E.J.) / CAISSE DE SOLIDARITE DE CIBITOKÉ (CASOCI) / ASSOCIATION DES FEMMES DE GISAGARA (ASFEG) / Association «NTURERE AMABOKO» / GROUPE DE DEVELOPPEMENT ET SECOURS DES VEUVES ET ENFANTS ORPHELINS (G.D.S.V.E.O) / SERVICE HUMANITAIRE AUX VICTIMES DU SIDA / Association des femmes «BASHIGIKIRE» / REMESHA AMAHORO / SASAGAZA DUKUNDE IBIKORWA / UNION DE FORCES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA DEFENSE DES ASSOCIATIONS DE NYABIHANGA (UFODDAN) / TURIBAMWE / ASSOCIATION BURUNDAISE DE LUTTE CONTRE LE TABAGISME (ABLUCOTA) / GROUPEMENT AGRO-PASTORAL DE GIHOFI (GAPAGI) / ASSOCIATION CULTURELLE "LE REVEIL"

2.- ONG DE LA TANZANIE: NEIGHBOURS WITHOUT BORDERS (NWB) / RAFIKI WA MAZINGIRA (FON)

3.- ONG ESPAGNOLES (ÎLES BALÉARES): VEINS SENSE FRONTERES (VSF) / COLLECTIF D'EDUCATION EN DDHH ET DE PREVENTION ACTIVE DE CONFLITS (CEPAC) / SANTA MARIA SENSE FRONTERES / FUNDACIO LIORNA / MEDICUS MUNDI

4.- ONG DE LA SUISSE: UBUNTU ACTION / INTERAFRICA

L'ÉTUDE COMPLET A ÉTÉ RÉALISÉE DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE L'ONGD « VOISINS SANS FRONTIÈRES » (VSF-ÎLES BALEÁRES-ESPAGNE)